

Unité départementale Drôme6Ardèche
3 avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 11/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



Société BRENNTAG RHONES-ALPES

Zone d'Activités
07340 ANDANCE

Références : 20220210-RAP-DAEN0120

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2022 dans l'établissement BRENNTAG RHONES-ALPES implanté Zone d'Activités 07340 ANDANCE. L'inspection a été annoncée le 10/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

A l'occasion d'une réunion avec le SDIS 07 concernant la stratégie de défense contre l'incendie et notamment la non-autonomie du site, un point sur les actions en cours a été fait.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRENNTAG RHONES-ALPES
- Zone d'Activités – 07340 ANDANCE
- Code AIOT dans GUN : 0006102305
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : seuil bas

Le site de BRENNTAG est spécialisé dans le stockage, la formulation et le conditionnement de produits chimiques. 10 personnes sont employées sur site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection précédente (eau et risques accidentels)
- eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
O2_2021 – Etanchéité bassin de rétention / absence de rejets EU	/
O5_2021 – Dimensionnement rétention S3	Arrêté Ministériel du 03/10/2010
O1_2022 – Etanchéité réseau EU	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 4.2.3

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
NC2_2015 – Volume des rétentions/incompatibilité produits	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 7.6.3 ; 8.2
O1_2021 – Surveillance de la nappe	/
NC1_2021 – Etanchéité sol entre les 2 bâtiments	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-III
O3_2021 – Etanchéité sol "conditionnement minéral"	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-III
O4_2021 – Nettoyage caniveau bâtiment LI	/
NC2_2021 – Réserve émulseur en zone 5 kW/m ²	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1
O6_2021 – Péremption émulseur	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris en compte les demandes liées à la dernière visite d'inspection. Une clarification reste à apporter sur la rétention des petits contenants de liquides inflammables et leur dimensionnement (zones S2, S3 et S4). La bassin de rétention a une bâche étanche mais des doutes demeurent sur l'étanchéité au niveau de la liaison entre la bâche et le socle béton.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 7.6.3 ; 8.2
Prescription contrôlée : Il a été constaté que des produits acides (acide nitrique) et basiques (hypochlorite de soude) se trouvaient en extérieur sur une même surface de rétention. Ces produits incompatibles doivent être également, même provisoirement, stockés indépendamment pour éviter leur interaction (réaction exothermique). Par courrier du 29/10/2015, l'exploitant indique qu'une nouvelle zone de stockage de produits a été aménagée et permet la séparation des acides/bases. Lors de la visite du 02/02/2021, l'inspection a constaté que les produits acides et basiques en petits contenants sont stockés au Nord du site dans une zone bitumée formant cuvette (M3). L'exploitant indique que les pentes du sol de la zone 'acides' et de la zone 'bases' dirigent les éventuels écoulements vers des réseaux d'eaux distincts qui se rejoignent au niveau du bassin de rétention Sud. Selon l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 15/01/2007, la capacité de rétention résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il précise que ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite. Selon l'article 8.2, les produits stockés dans une même cuvette ne doivent pas avoir d'incompatibilité chimique. La conception des rétentions de la zone bitumée Nord ne semble pas répondre aux dispositions prévues en matière de compatibilité des produits chimiques, de possibilité de contrôle de l'étanchéité à tout moment (notamment dans la partie enterrée des réseaux), de limitation de la surface susceptible d'être mouillée en cas de fuite et de résistance à l'action chimique des fluides (réseaux notamment). L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments de justification ou mènera les travaux nécessaires d'ici le 31/12/2021.
Constats : Par courrier du 09/03/2021, le plan d'actions a été transmis. Par courrier du 08/09/2021, l'exploitant a transmis les volumes possibles de rétention en fonction des hauteurs de muret à mettre en place. Il est prévu la mise en place d'un muret de 27 cm entre la zone Acides et la zone Bases. L'exploitant informe que la mise en service de pompes/vannes guillotine asservies à des sondes pH est prévue pour le 1er trimestre 2022. Lors de la visite du 04/02/2022, l'inspection a constaté la présence d'un muret étanche d'au moins 27 cm de haut au point le plus bas de la rétention. Des vannes asservies au pH sont bien mises en place dans les avaloirs situés dans les 2 rétentions. L'exploitant a répondu à la demande.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : O1_2021 – Surveillance de la nappe

Référence réglementaire : /
<p>Prescription contrôlée : Plusieurs piézomètres sont jugés comme étant dans un état 'passable' ou 'moyen' par le BURGEAP et 5 n'ont pas de tampon ou capot étanche.</p> <p>L'activité Nord du site ne peut être surveillée correctement par les piézomètres actuellement en place vu le sens d'écoulement de la nappe. Une fuite éventuelle du bassin de rétention ne peut également pas être surveillée alors que celui-ci accueille les eaux de procédés.</p> <p>Il convient que l'exploitant examine les opportunités de conserver ou de supprimer certains piézomètres, notamment le Pz9, Pz8, Pz6, Pz4. Si les piézomètres ne sont plus nécessaires, ils seront rebouchés dans les règles de l'art. L'exploitant fera des propositions de compléments de surveillance des eaux souterraines afin que les activités 'bassin de rétention', zones M6, M4 et M3 (stockage Nord) puissent être correctement surveillées, quel que soit le sens d'écoulement de la nappe en fonction des saisons. Les piézomètres nécessitant des travaux d'entretien devront en faire l'objet.</p> <p>Délai : Proposition de surveillance+ échéancier : 31/07/2021</p> <p>Délai : Travaux : maximum jusqu'au 31/07/2022</p>
<p>Constats : Par courrier du 08/09/2021, l'exploitant a transmis le bilan quadriennal. Un arrêté préfectoral a été pris en ce sens.</p> <p>Lors de la visite du 04/02/2022, l'exploitant a déclaré avoir mis en place récemment les piézomètres.</p>
<p>Observations : Il convient qu'il transmette les dossiers relatifs à leur implantation et le code BSS à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Nom du point de contrôle : O2_2021 – Etanchéité bassin de rétention / absence de rejets EU

Référence réglementaire : /
<p>Prescription contrôlée : O2_2021</p> <p>Les eaux industrielles (environ 1 m³ /jour) sont dirigées vers le bassin de rétention. L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer l'absence de rejets au milieu naturel.</p> <p>L'exploitant doit justifier de l'étanchéité de la bâche du bassin de rétention et analysera les causes de l'absence de rejet depuis plusieurs années.</p> <p>Délai : 30/04/2021</p>
<p>Constats : Une vérification de l'étanchéité de la bâche a été faite et aucune anomalie n'a été détectée. La fuite est située potentiellement au niveau de la communication avec le l'évacuation du bassin (connexion entre la bâche et le socle béton). Par courrier du 08/09/2021, l'exploitant a transmis le plan d'actions (suppression de la communication avec le milieu par étanchéification complète de la bâche du bassin) et le devis associé non validé.</p> <p>Lors de la visite du 04/02/2022, l'inspection a constaté que les travaux de suppression de la connexion entre la bâche et le socle béton n'ont pas été menés. Aucun devis validé n'a été présenté. La rétention est peu remplie malgré les eaux pluviales et les eaux de procédés.</p>
<p>Observations : Il convient que les travaux soient menés d'ici le 31/07/2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

Nom du point de contrôle : NC1_2021 – Etanchéité sol entre les 2 bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-III
Prescription contrôlée : Des produits dangereux pour l'environnement sont en attente de chargement entre les deux bâtiments, à proximité des zones M2 et M6. Le sol de cette zone est bitumé mais présente de très nombreuses fissures qui laisse place au doute sur l'étanchéité du sol. L'exploitant doit stocker et manipuler sur des aires étanches les produits dangereux ou polluants. Délai : 30/06/2021
Constats : Par courrier du 08/09/2021, l'exploitant informe du déplacement de la zone de préparation vers la zone de stockage Nord. Il indique être en mesure de mettre en œuvre cette action pour fin septembre 2021. Lors de la visite du 04/02/2022, l'inspection a constaté que la filmeuse a été déplacée sous un auvent au Nord du bâtiment "chimie minérale" et qu'il n'y a pas de stockage entre les deux bâtiments. L'exploitant a répondu à la demande.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : O3_2021 – Etanchéité sol 'conditionnement minéral'

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-III
Prescription contrôlée : Le sol de la zone "conditionnement minéral" (zone M2) est particulièrement abîmé (béton rongé par les acides). L'exploitant doit manipuler sur des aires étanches les produits dangereux ou polluants. Délai : 30/06/2021
Constats : Par courrier du 08/09/2021, l'exploitant indique avoir lancé une consultation pour la remise en état de la zone et que les travaux seront effectués pour fin septembre 2021. Lors de la visite du 04/02/2022, l'inspection a constaté que le sol a été refait. L'exploitant a répondu à la demande.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : O4_2021 – Nettoyage caniveau bâtiment LI

Référence réglementaire : /
Prescription contrôlée : L'exploitant indique que la partie Est de la zone de stockages de liquides inflammables en petits contenants S4 dans le bâtiment est sur une rétention déportée vers le bassin de rétention. La connexion se fait au moyen d'un caniveau situé sous les racks de stockage. Ce caniveau est partiellement obstrué par des déchets, ce qui pourrait compromettre l'écoulement des liquides vers la rétention déportée. L'exploitant doit veiller à ce que le dispositif de rétention soit opérationnel en permanence et procédera à un nettoyage adéquat du caniveau dans le bâtiment S4. Délai : 30/04/2021
Constats : Lors de la visite du 04/02/2022, l'inspection a constaté que le caniveau est exempt de déchets. L'exploitant a répondu à la demande.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : O5_2021 – Dimensionnement rétention S3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010
Prescription contrôlée : Les écoulements de liquides inflammables de la zone S4 Ouest et S2 Est semblent être dirigés vers la rétention S3. Il convient que l'exploitant justifie du dimensionnement de la rétention S3 et informe l'inspection de ce dimensionnement.
Constats : Par courrier du 23/03/2021, l'exploitant détaille que le volume de la rétention en zone S3 est de 65 m ³ . Il précise qu'avec le déclenchement des obturateurs, le volume est porté à 90 m ³ et l'autorise donc au stockage de 180 m ³ . L'inspection ne considère pas que le déclenchement des obturateurs puissent être pris en compte pour des stockages fixes.
Observations : L'exploitant doit se positionner sur les volumes de rétention réellement disponibles et sur la stratégie de rétention qu'il envisage d'ici le 31/03/2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : NC2_2021 – Réserve émulseur en zone 5 kW/m²

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1
Prescription contrôlée : La réserve d'émulseur est placée dans le bâtiment de stockage des liquides inflammables, dans la zone de flux thermique de 5 kW/m ² . L'exploitant doit positionner la réserve d'émulseur en dehors des zones d'effets thermiques de 5 kW/m ² conformément à l'article 43-3-1 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010. Délai : 30/04/2021
Constats : Par courrier du 23/03/2021, l'exploitant indique que les 1200 L d'émulseurs ont été déplacés en zone M4, en dehors des flux de 5 kW/m ² . Lors de la visite du 04/02/2022, l'inspection a constaté que la réserve d'émulseurs est située au Nord du bâtiment « chimie minérale », en dehors des zones de flux de 5 kW/m ² . L'exploitant a répondu à la demande.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : O6_2021 – Péremption émulseur

Référence réglementaire : /
Prescription contrôlée : Un des fûts d'émulseurs de 200L est non conforme (pH supérieur à la norme – vu test BIOEX du 20/07/2020 non conforme). Le maxitainer principal de 1000L a une date de production de 2018 (péremption au bout de 10 ans). L'exploitant doit justifier qu'il dispose bien d'au moins 1200 L d'émulseurs conforme. Délai : 30/04/2021
Constats : Par courrier du 08/09/2021, l'exploitant indique disposer de 1400 L d'émulseurs conformes sur site et que les 200L non conformes sont conservés pour les exercices POI. L'exploitant a répondu à la demande.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : O1_2022 – Etanchéité réseau EU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 4.2.3
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de [les réseaux de collecte des effluents] leur bon état et de leur étanchéité.[...]
Constats : La pollution au chloroforme en Pz1 amont est non identifiée. Une enquête a été menée auprès des voisins en amont hydraulique et ils n'emploient pas de produits chlorés selon leur déclaration. L'exploitant indique avoir fait contrôler l'étanchéité des réseaux d'eaux pluviales récemment et qu'il n'y a pas d'anomalie. Cependant, le réseau d'eaux usées vers la station interne de traitement des eaux n'a pas pu être contrôlé du fait de sa configuration.
Observations : Il convient que l'exploitant s'assure de l'étanchéité des réseaux d'eaux usées afin de s'affranchir de cette piste pouvant être à l'origine d'une pollution de la nappe. L'inspection prend note que cette piste s'avère peut probable considérant que le piézomètre Pz1 est situé à environ 25 m en amont hydraulique mais elle ne peut être écartée si la nappe a un changement de sens ponctuel.
Type de suites proposées : Susceptible de suites